

[MONDE](#)[PROCHE ORIENT](#)[MENU](#)

Donald Trump a à nouveau menacé de frapper les installations nucléaires de la République islamique si elle décidait de reprendre ses activités.
CHINE NOUVELLE/SIPA

Article abonné

Entretien

M Retour des sanctions de l'ONU contre l'Iran : "Le régime défend une position qui ne correspond pas à ses capacités nucléaires"

Propos recueillis par Jeanne Auberger

Publié le 06/10/2025 à 19:00



Le 28 septembre, l'ONU – à l'initiative de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne – a rétabli ses sanctions contre la République islamique

d'Iran en raison de son programme nucléaire. Un nouveau tournant dans les relations euro-pé-iraniennes qui nécessite des explications.

En 2015, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis, la Russie et la Chine avaient conclu avec l'Iran un accord prévoyant un encadrement des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée des sanctions. Trois ans plus tard, les États-Unis de Donald Trump sortaient de l'accord et rétablissaient leurs propres sanctions. Depuis, la République islamique a cessé de respecter ses engagements, en enrichissant notamment son uranium à un niveau élevé (60 %), faisant craindre que le seuil technique des 90 % nécessaire à la fabrication de la bombe atomique soit un jour atteint.

À LIRE AUSSI : Guerre Iran-Israël : les États-Unis ont bombardé trois sites nucléaires iraniens

À l'annonce de la reprise des sanctions, le 28 septembre dernier, la diplomatie iranienne a déclaré ne pas prévoir « *à ce stade* » de reprendre les négociations avec les pays européens sur son programme nucléaire. Le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi a ajouté que la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) « *n'est plus pertinente* ». Sans pour autant clairement affirmer rompre avec elle. Par le passé, Téhéran a plusieurs fois averti qu'un retour des sanctions entraînerait une suspension de la coopération avec l'AIEA et depuis la guerre de 12 jours menée par Israël et les États-Unis en juin, l'Iran a suspendu toute coopération avec le gendarme onusien en matière de nucléaire. Que faut-il comprendre de cette situation ? Éléments de réponse avec Clément Therme, spécialiste de l'Iran et auteur de *Idées reçues sur l'Iran* (Le Cavalier Bleu, 2025) et *Téhéran Washington, 1979-2025* (Hémisphères Éditions, 2025)

Marianne : À l'initiative de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, l'ONU a rétabli ses sanctions contre l'Iran pour son

programme nucléaire. Pourquoi cette décision, de la part de ces pays, à ce moment-là ?

Clément Therme : Ces pays-là ont fait le constat que depuis le retrait américain de l'accord sur le nucléaire en 2019, la République islamique d'Iran ne respectait pas les engagements pris en 2016. Comme le mécanisme du SnapBack (le retour automatique des sanctions internationales liées au nucléaire, N.D.L.R), défini dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, expirait au mois d'octobre, ils ont décidé d'accélérer le processus cet été. Lors d'une réunion en Turquie en juillet, ils ont demandé à l'Iran de respecter trois conditions afin de ne pas réactiver les sanctions de l'ONU. Ils ont également accéléré le processus parce que ce 1er octobre, la Russie a pris la présidence du Conseil de sécurité. Les pays européens préféraient travailler avec la précédente présidence, sud-coréenne, par peur d'un blocage bureaucratique russe. Rappelons que les Russes considèrent comme illégal le retour des sanctions, tout comme la Chine et la Corée du Nord.

Il s'agit donc d'une stratégie de la part des Européens ?

Oui, car le but est d'utiliser ces sanctions comme un levier, ce qui est paradoxal car ce levier doit renforcer la transparence des activités nucléaires de l'Iran. Les trois conditions voulues par les Européens étaient les suivantes : la reprise immédiate des négociations directes avec les États-Unis sans préconditions (la République islamique en demande deux au préalable, à savoir que les États-Unis s'engagent à ne pas brandir la menace militaire et le remboursement des destructions opérées par les frappes israélo-américaines dans la guerre de 12 jours du mois de juin). Les Européens voulaient également l'accès immédiat et total des inspecteurs de l'AIEA sur tous les sites nucléaires et pas seulement ceux qui n'ont pas été bombardés. Enfin, le troisième point consistait à localiser et neutraliser les 400 ou 450 kg d'uranium enrichi à 60 %. Cela a

échoué. La République islamique était dans une position de faiblesse après les frappes visant ses installations. Cela a entraîné une surenchère idéologique du côté iranien, une position en décalage avec leurs capacités nucléaires actuelles. De l'autre côté, les Européens ont joué le rôle du « *mauvais flic* », sans possibilité de lui offrir des compensations économiques comme en 2015.

À LIRE AUSSI : Nucléaire iranien : au fait, comment détruit-on un site d'enrichissement enfoui à 80 mètres sous terre ?

Dans la foulée de cette annonce, le porte-parole de la diplomatie iranienne a déclaré ne pas envisager de négociations « à ce stade ». Selon vous, quelles sont la position et la stratégie iranienne vis-à-vis de cette annonce et de l'Europe ?

Il n'y a pas de négociations envisagées à ce stade et particulièrement depuis aujourd'hui, Donald Trump ayant menacé de frapper à nouveau les installations nucléaires si l'Iran décidait de reprendre ses activités. Les deux préconditions pour reprendre les négociations sont donc d'autant moins remplies qu'on est loin des compensations financières : les États-Unis ne cessent d'adopter de nouvelles sanctions économiques.

Dans tous les cas, la République islamique défend une position qui ne correspond pas à ses capacités nucléaires. Ses activités nucléaires, le coût économique et le risque d'entraîner le pays dans une guerre font que l'Iran a une logique idéologique qui ne prend pas en compte la défense des intérêts économiques du pays. Pour comprendre sa position, il ne faut pas faire un calcul coût bénéfice, mais un calcul sur le logiciel idéologique et l'utilisation de la question nucléaire pour effectuer une confrontation avec l'Occident. Pour elle, c'est un outil de confrontation, pas une fin en soi.

Le régime iranien a affirmé que la coopération avec l'AIEA n'était

« plus pertinente ». Quel est son intérêt et à quelles conséquences faudrait-il s'attendre s'il rompait avec l'Agence ?

Ces déclarations ne sont pas nouvelles, elles existent depuis plusieurs mois, voire depuis le retrait américain en 2018, date à laquelle la République islamique a réduit ses coopérations. C'est une stratégie éculée pour gagner du temps mais le risque d'une absence de coopération avec l'Agence est double. Le premier, c'est que l'Occident dépende exclusivement des estimations de ses services de renseignement pour l'évaluation des activités nucléaires. Or ces estimations sont politisées donc cela accroît le risque de guerre puisque ce sera toujours sur la base de ces estimations qu'une décision de frappe sera prise par les États-Unis. Le deuxième risque, c'est de laisser la porte ouverte aux interprétations, d'alimenter les doutes sur la finalité du programme civil ou militaire.

C'est peut-être ce qu'ils cherchent ?

Ils cherchent cela et en même temps cela revêt un risque d'entraîner des frappes. À court terme, c'est utile parce que cela permet à la République islamique d'exister dans la négociation et de créer un rapport de force. Mais cela alimente aussi le discours de ceux qui défendent l'option des frappes. Il y a donc un effet non désiré qui existe. Cette stratégie, c'est le revers de la médaille.

À LIRE AUSSI : [Natacha Polony : Iran - Israël, "le monde aurait besoin d'une voix gaullienne"](#)

Les sanctions imposées par l'Occident pèsent lourd sur l'économie iranienne. Est-ce qu'une nouvelle salve peut fragiliser le régime dans sa politique intérieure ?

Tout à fait, c'est un risque qui existe car il peut augmenter les difficultés économiques de la population. D'ailleurs, la République islamique est

entrée en récession sur le dernier trimestre, avant même la réimposition des sanctions de l'ONU. Son espoir c'est l'émergence d'un monde post-occidental. La Russie et la Chine considèrent ces sanctions comme illégales et Moscou ne va pas cesser sa coopération militaire avec l'Iran du fait de retour des sanctions de l'ONU. De même, Pékin ne semble pas pressé de cesser ses achats de pétrole, ils les ont même augmentés au mois de septembre.

Il faudra voir dans quelle mesure la Chine et la Russie vont continuer à commercer avec la République islamique. Il ne faut cependant pas oublier que l'appareil répressif du régime est préparé à une nouvelle vague de manifestations, cela fait plus de plus de seize ans qu'il fait face à des contestations régulières. L'Iran est dans une situation de blocage : elle a peur par rapport à ses propres clientèles d'effectuer une ouverture économique vers l'Occident et pourtant celle-ci est indispensable pour améliorer sa situation économique. En fait, le régime est dépendant en matière sécuritaire vis-à-vis de la Russie et de l'Occident pour l'évolution de la situation macroéconomique du pays.

Débat des lecteurs

● 7 en ligne

L'UE devait-elle exprimer ses "sincères condoléances" après la mort dans un accident d'hélicoptère de Ebrahim Raïssi, président de l'Iran ?

940 votes – Voir le résultat

Oui
Ci Vik

Non

L'UE, non. Ce n'est pas un état fédéral, c'est juste une union à la tête de laquelle se trouve la présidente d'une simple commission non élue. Ce n'est pas parce que ladite commission prétend régner

...Lire plus →

Par Jeanne Auberger

NOS ABONNÉS AIMENT

Non



M "J'ai remis l'enfant sur le parking de l'hôpital" : elles ont fait une GPA et en sont ressorties traumatisées



M Ève Szeftel : "Omar Youssef Souleimane et Rima Hassan, celui qui aimait la France et celle qui ne l'aimait pas"



M [Extraits] "Les Complices du mal", le livre-enquête : ces islamistes qui soufflent à l'oreille de LFI



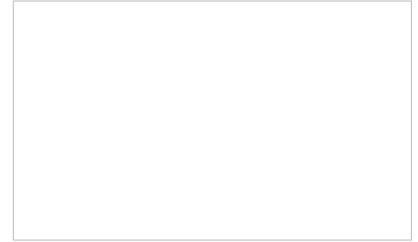
TV Comment faire pour que votre fille ne devienne pas une rouffe ?

PLUS DE MONDE

Entretien

M Retour des sanctions de l'ONU contre l'Iran : "Le régime défend une position qui ne correspond pas à ses capacités nucléaires"

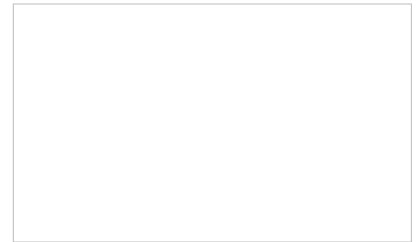
Jeanne Auburger le 06/10/2025



Analyse

M Négociations entre Israël et le Hamas : pourquoi se déroulent-elles en Égypte ?

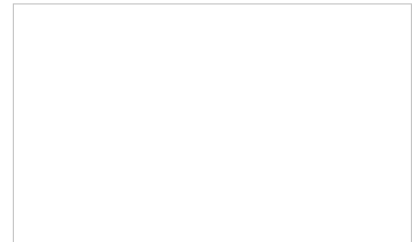
Vladimir de Gmeline le 06/10/2025



Deux ans après

M "Ça restera avec nous pour toujours" : chargés de ramasser les corps le 7 octobre, des bénévoles encore traumatisés

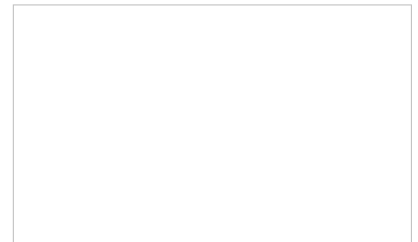
Ava Mergy le 06/10/2025



Plan Trump

Conflit israélo-palestinien : le Hamas prêt à un échange d'otages et de détenus

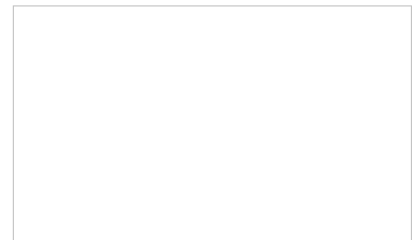
Marianne avec AFP le 05/10/2025



Front anti-UE

"Légitimer les révisionnistes allemands": polémique après l'invitation d'un conseiller du président polonais par l'AfD

Marianne avec AFP le 05/10/2025



On a vu

M "Les guetteuses" : sur France 5, le sacrifice de celles
qui avaient vu venir le 7 octobre

Rachel Binhas le 05/10/2025

**DÉCOUVREZ LE NUMÉRO
DE LA SEMAINE**

N° 1490 - DU 2 AU 8 OCTOBRE 2025



Comment raconter l'histoire de France sans s'excuser ?

LE GRAND DÉBAT Éric Anceau - Patrick Boucheron

Plan Trump

GAZA, ENFIN LE JOUR D'APRÈS ?

3,90 €

Exclusif

LA FACE CACHÉE DE LA GPA : DES MÈRES PORTEUSES TÉMOIGNENT

N°1490
du 2 au 8 octobre 2025

www.marianne.net



N°1490
du 2 au 8 octobre 2025

Marianne

www.marianne.net

LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE

LES ARTICLES LES PLUS LUS

Les indiscretions de "Marianne" : quand un sénateur convoque Raymond Devos pour railler Sébastien Lecornu

Installation de Shein en France : "Si les produits chinois inondent l'Europe, c'est parce que Trump leur a fermé la frontière"

"J'ai remis l'enfant sur le parking de l'hôpital" : elles ont fait une GPA et en sont ressorties traumatisées

Futurs magistrats : "Beaucoup viennent de Sciences Po, cela forme idéologiquement"

Marzieh Hamidi, championne de taekwondo et militante des droits des femmes afghanes : "Je suis anti-Khama Nassan"

Je suis tando en six questions

Enquête

Haïssan nationale de la magistrature, une pépinière de gauchistes ?

“Il n’y a pas de grand complot des juges”



FORMAZIONE: 120K-400 S40C-1-200K-80L-400K-ESP-S40K-GR-500C-1-S40K-10L-500K-PORTINTE-S40C-DOMA-500K-TYPA-8000P-CHI-500000-CHI-60000-NAO-S40C-10L-80K

LIRE LE MAGAZINE

L'UE devait-elle exprimer ses "sincères condoléances" après la mort dans un accident d'hélicoptère de Ebrahim Raïssi, président de l'Iran ?

940 votes – Voir le résultat

Oui

Ci Vik

Non

L'UE, non. Ce n'est pas un état fédéral, c'est juste une union à la tête de laquelle se trouve la présidente d'une simple commission non élue. Ce n'est pas parce que ladite commission prétend régner

...Lire plus →

“

LE GOÛT DE LA VÉRITÉ N'EMPÊCHE PAS DE PRENDRE PARTI

”

ALBERT CAMUS

POLITIQUE

Non

SOCIÉTÉ

ÉCONOMIE

MONDE

AGORA



CULTURE



ART DE VIVRE



NEWSLETTERS

PODCASTS

ARCHIVES



LE MAGAZINE



Déposer vos annonces légales

Voir nos annonces légales

NOS RÉSEAUX SOCIAUX



Facebook



Twitter

Foire aux questions

Mentions légales

Données personnelles et cookies

[Gérer mes cookies](#)

CGU et CGV

Formulaire de rétractation

Postuler à un stage

Flux RSS